

Déclaration de Jean-Pierre Chevènement, place de la République
Lundi 13 novembre 2006
(Synthèse)

POUR FAIRE REBONDIR LA FRANCE,
TROIS PRIORITES, VINGT CHANTIERS

Les attentes dans notre pays sont immenses. Le 29 mai 2005 une majorité de Français a demandé la réorientation de la construction européenne et exprimé son souhait de voir notre pays rompre avec des politiques paresseuses et sans imagination, qui depuis plus de deux décennies ont installé la France dans un chômage de masse.

Le 29 mai 2005 nos concitoyens ont montré courage et conscience politique. Ils ont rejeté le projet de « Constitution européenne », parce qu'ils comprennent désormais que leurs souffrances procèdent d'une Europe qui ne les protège pas, bien au contraire, et d'orientations qu'ils ne maîtrisent plus. Ils font le lien.

Ils savent que le marché européen est un ventre mou, offert à tous les coups, avec des inégalités de salaires structurelles qui vont de 1 à 20. L'euro cher - 50 % de plus qu'en l'an 2000 - pénalise nos exportations, décourage l'investissement, précipite les délocalisations. Et la Banque Centrale Européenne laissée à elle-même prévoit d'augmenter encore ses taux d'intérêt en décembre alors que l'inflation n'est qu'à 1,6 % ! Il n'y a pas de politique de change. Il n'y a plus de pilote dans l'avion ! Et nous ne pouvons pas financer nos déficits avec des bons du Trésor, c'est-à-dire avec de la monnaie de singe, comme les Etats-Unis, car à la différence du dollar, l'euro n'est pas une monnaie mondiale. La France fout le camp. Thomson a abandonné ses téléviseurs au chinois TCL, Péchiney, l'aluminium vendu au nord-américain Alcan, Arcelor, l'acier vendus à un groupe familial indien Mittal, les Chantiers de l'Atlantique, la construction navale, vendus à un groupe norvégien Aker-Yards. Les fleurons de notre technologie sont à la merci d'une OPA. Quand les centres de décision émigrent, les sites de production et les laboratoires suivent tôt ou tard. Airbus fabrique de plus en plus dans la zone dollar, moins chère. Hausse des tarifs et pannes d'électricité, on voit les résultats de la dérégulation du marché de l'énergie mise en œuvre par nos gouvernements successifs depuis dix ans.

Même si les entreprises du CAC 40 voient exploser leurs bénéfices, la France subit : croissance ralentie, taux d'emploi insuffisant, colonisation de notre industrie, délocalisations industrielles, affaiblissement de la politique de recherche, faiblesse de l'investissement dans l'enseignement supérieur ... Même si ceux qui vivent de la mondialisation voient leurs revenus, notamment financiers, s'envoler, la France et notamment le monde du travail souffre : le chômage de masse touche en réalité trois à quatre millions de personnes. La précarité s'étend. Il y a 7 millions de travailleurs pauvres. Le pouvoir d'achat des salariés stagne, voire régresse. Les classes moyennes sont touchées à leur tour. Les jeunes, y compris les diplômés, vivent un véritable appauvrissement. L'ascenseur social ne fonctionne plus. L'intégration des jeunes issus de l'immigration est de plus en plus difficile. La société française est bloquée.

Peu de ceux qui nous gouvernent ou aspirent à le faire mesurent la profondeur de la crise, si on en juge par le caractère superficiel, voire dérisoire, des mesures proposées pour y faire face. Comme l'a

relevé Emmanuel Todd, « l'idéologie dominante interdit tout débat sur le libre échange ou sur une préférence économique communautaire ».

Dans ce contexte, l'hyperindividualisme libéral, l'égoïsme, les réflexes de repliement sont puissants. A beaucoup, le triomphe du capitalisme financier, du « capitalisme patrimonial » chanté par Alain Minc, bref la dictature des actionnaires, paraît définitif. Ce serait « la fin de l'Histoire » théorisée par Francis Fukuyama.

Telle n'est pas et n'a jamais été mon analyse.

Les marchés financiers ne sont pas l'horizon de l'Histoire. Ce sont les peuples qui font l'Histoire. A commencer par le nôtre qui n'a pas dit son dernier mot !

Les équilibres du monde en effet changent à toute vitesse

1. Nous assistons d'abord à l'émergence rapide de très grands pays à forte capacité technologique et disposant structurellement d'immenses « armées industrielles de réserve », donc de très bas salaires, dans une proportion qui ne paraît pas en voie de se réduire. C'est particulièrement vrai de la Chine et de l'Inde.
2. Dans le même temps, nous assistons au déclin de l'Empire américain, qui vit de plus en plus à crédit. Sa monnaie, le dollar, est à la merci de ses créanciers. Il cherche une issue dans le contrôle des matières premières dont les prix s'envolent et d'abord le pétrole. Il s'est jeté dans une guerre dans laquelle il s'enlise de plus en plus.
3. Le peuple français sent tout cela : Comment desserrer le piège que nous voyons se refermer sur la France et l'Europe, coincées entre les Etats Unis qui drainent vers eux 80 % de l'épargne mondiale, y compris la nôtre, et les grands pays de l'Asie dont le développement est légitime mais le serait davantage s'il s'appuyait aussi sur leur marché intérieur et pas seulement sur l'exportation à bas prix, entraînant l'élimination rapide du tissu industriel dans les pays anciennement développés ?

Malgré la tentation du repli sur soi, il existe dans notre pays de puissantes aspirations au changement. Tout le monde n'a pas décidé de baisser les bras. On l'a vu le 29 mai 2005. Mais il faut un plan cohérent. C'est ce plan que je propose.

*

Pour faire rebondir la France, il faut d'abord réorienter l'Europe. Celle-ci en effet peut être, comme la langue d'Esopo, la pire ou la meilleure des choses.

La pire si elle s'abandonne aux vents dominants, qu'ils soufflent de l'Ouest ou de l'Est. D'un côté l'Empire américain veut nous enchaîner à son char. Nos soldats se feraient canarder à Bagdad, si on avait écouté Nicolas Sarkozy en 2003. En attendant, la colonisation du CAC 40 par les Fonds d'investissement américains se poursuit et notre épargne se place à l'étranger, en particulier à Wall-Street.

D'un autre côté, une concurrence entièrement faussée offre nos marchés aux produits à bas prix. Notre tissu industriel se délite sous l'effet des délocalisations. La pensée libérale dominante veut nous

faire croire que cela ne représente que très peu de pertes d'emplois. Elle veut dissimuler qu'il existe en fait quatre formes de délocalisation, comme l'a bien montré Jean-Luc Gréau. :

- Il y a la délocalisation par transfert d'unités de production, la seule immédiatement visible.
- Et puis il y a la délocalisation par ouverture d'autres usines dans les pays à bas coût entraînant chez nous la réduction de l'investissement et de la production. C'est là-bas aussi que notre épargne s'investit.
- Il y a, en troisième lieu, la délocalisation par les achats, par le biais notamment des grandes surfaces : les produits importés représentent aujourd'hui 50 % de notre consommation de biens manufacturés.
- Enfin, il y a les délocalisations qui correspondent aux plans de redéploiement des grands groupes, qui suppriment des emplois dans les pays où les salaires sont les plus élevés : c'est ce qui nous menace déjà et, plus encore, au prochain retournement de conjoncture.

Il est temps de réagir.

L'Europe avec les peuples peut être en effet la meilleure réponse au piège qui se resserre si nous en avons la volonté opiniâtre et si nous savons la faire partager autour de nous. La volonté de la France sera un encouragement pour tous ceux qui, peu ou prou, partagent la même situation que la nôtre. C'est l'enjeu de cette campagne présidentielle que d'armer cette volonté. Tel est le sens de la bataille que je propose à nos concitoyens de livrer.

M. Sarkozy est un démagogue extrêmement habile. Il tente de dissimuler la thérapie de choc libérale à laquelle il entendrait soumettre le pays s'il était élu. Sa politique de sécurité gesticulatoire est dangereuse. Il diviserait gravement le pays.

Le projet du parti socialiste, lui, est ambigu. Il propose de remettre en selle une Constitution européenne rejetée par une majorité de Français. Il est inexistant sur l'analyse de la mondialisation et de la politique américaine, et peu réaliste sur la politique énergétique. Il est dangereux sur le plan institutionnel, proposant en fait le retour à la IV^{ème} République. Il comporte, certes, des points positifs, mais il lui manque une vue d'ensemble à la hauteur des défis à relever.

Je veux mettre la gauche à la hauteur de ses responsabilités et des attentes qui sont immenses dans notre pays.

Mon idée de manœuvre est simple : pour faire rebondir la France, il faut réorienter l'Europe qui pèse sur la plupart de nos choix et remettre en marche le modèle républicain.

Mes trois priorités sont donc indissociablement :

- 1) Réorienter la construction européenne ;
- 2) faire rebondir la France ;
- 3) remettre en marche le modèle républicain.

Je propose vingt chantiers que je me bornerai à énoncer, quitte à y revenir plus longuement par la suite.

I – Première priorité : réorienter la construction européenne pour relancer la croissance et l'emploi.

Cinq chantiers :

- 1) Relever la croissance et l'emploi dans la zone euro. En particulier, un mémorandum sur un gouvernement économique de la zone euro sera immédiatement transmis à Bruxelles et aux douze gouvernements concernés afin de proposer une réforme de la Banque Centrale et l'octroi de pouvoirs précis à l'Eurogroupe.
- 2) Un deuxième mémorandum pour une Europe qui protège sera envoyé aux vingt-sept gouvernements de l'Union européenne pour revoir les règles de la concurrence, préserver les services publics, définir des normes sociales, combattre le dumping social des pays à salaires excessivement bas et donner à l'Union européenne une capacité d'emprunt.
- 3) Troisième chantier : faire avancer une Europe de projets : recherche – infrastructures de défense - espace.
- 4) Quatrième chantier : tourner l'Europe vers le Sud, et d'abord vers la Méditerranée et vers l'Afrique pour nouer une véritable politique de co-développement.
- 5) Cinquième chantier : faire de l'Europe un facteur de paix sur le continent avec un véritable partenariat stratégique avec la Russie et au Moyen-Orient, sur une base de principes.

Si la renégociation des traités s'avérait impossible, il ne serait pas exclu d'en suspendre certaines clauses concernant notamment la concurrence et les services publics, après référendum.

II – Ce cadre ayant été tracé, il faudra faire rebondir la France.

Rendre confiance au pays d'abord. Ensuite sept chantiers :

- 1) Maintenir les centres de décision économiques sur le territoire national et rétablir un ministère de l'Industrie de plein exercice.
- 2) Promouvoir des choix énergétiques ambitieux : économies d'énergie – biomasse et, j'y insiste, nucléaire par la poursuite du programme EPR.
- 3) Une loi-cadre prioritaire pour l'université et la recherche.
- 4) Une Charte de l'entreprise associant tous ses partenaires, afin qu'elle ne soit plus la seule affaire des actionnaires.
- 5) Une politique protégeant à la fois l'agriculture et l'environnement.
- 6) La mise à niveau de notre défense nécessaire dans un monde dangereux, par la modernisation de notre dissuasion et l'institution d'un service civique de dix semaines.
- 7) La promotion de la francophonie dans un monde où il y aura, en 2050, 300 millions de francophones, principalement en Afrique.

III – Ma troisième priorité sera de remettre en marche le modèle républicain.

Je propose pour cela huit chantiers.

- 1) L'ouverture d'une Conférence des revenus et de la fiscalité pour revaloriser les revenus du travail, relever les taux d'activité, en assouplissant notamment les 35 heures.
- 2) L'ouverture d'un grand débat sur les institutions sanctionné par un référendum pour que les responsabilités soient clairement fixées dans l'Etat.
- 3) La refondation républicaine de l'Ecole, avec notamment un examen probatoire pour s'assurer de la maîtrise des apprentissages fondamentaux par les élèves qui entrent au collège.
- 4) Des Etats généraux de la ville, des banlieues et de la jeunesse pour remettre le pied à l'étrier aux jeunes, en finir avec les ghettos, rétablir la police de proximité et assurer à tous le droit au logement – avec une loi-programme sur le logement, la ville, la sécurité et l'accès à la citoyenneté.
- 5) La parité sociale pour les femmes.
- 6) La création d'un Institut de la parentalité.
- 7) Une mobilisation de tous les acteurs culturels pour combler le fossé entre culture élitaire et culture populaire.
- 8) Une politique visant à renforcer la solidarité en matière de santé et à donner aux personnes handicapées un accès réel à leurs droits qu'elles ne connaissent souvent pas.

Je vais maintenant revenir sur la première priorité : « Réorienter l'Europe » qui est au cœur de mon projet parce que telle est l'attente que les Français ont exprimée le 29 mai 2005.

I - Ma première priorité sera la réorientation de la Construction européenne pour relancer la croissance et l'emploi.

De l'Europe beaucoup de choses dépendent. Contre le chômage on a peut-être « tout essayé » mais dans le cadre de l'orientation libérale commandée par l'Europe telle qu'elle s'est faite jusqu'à présent. Les candidats qui avaient proposé de constitutionnaliser les orientations de la même politique, qui depuis vingt ans a creusé le gouffre du chômage et des inégalités, et les a coupés du peuple, ces candidats font profession aujourd'hui de se remettre à son écoute. Mais force est de convenir que l'Europe n'occupe, en général, qu'une place marginale dans leurs discours.

*

La thérapie de choc libérale que concocte en fait et depuis longtemps le candidat de la droite accentuera les difficultés, les tensions et les inégalités. On ne peut pas lui faire confiance pour rassembler les forces vives du pays. Quel crédit accorder en effet à un candidat qui, quand il lui arrive de parler de l'Europe, met en avant M. Barnier qui, comme Commissaire européen, a avalé toutes les couleuvres, à commencer par le projet de directive Bolkestein ?

Quant au projet du PS, dont se réclament les trois prétendants à l'investiture du parti, il est fort ambigu sur l'Europe, où il prône un nouveau traité constitutionnel (page 88), ce qui n'a pas de sens, car une Constitution est faite pour un peuple et non pas pour trente. C'est par avance passer sous les fourches caudines de Mme Merkel qui veut remettre en selle le projet de Constitution rejeté par le peuple français ! La même myopie se manifeste en matière économique : le projet du PS ne dit pas où il trouve les trois à six points de croissance supplémentaires nécessaires à son financement. En particulier, il ne souligne pas assez la nécessité d'élever le taux d'activité en France. Il ne pose pas de manière politique et constructive le problème d'une relance européenne concertée avec l'Allemagne. Bref, comme le Titanic, il ne voit pas les icebergs et c'est ce qui m'inquiète.

Le projet du PS, même s'il comporte des propositions positives, n'est pas à la hauteur. C'est au mieux « un premier jet », à rectifier et à infléchir, une superposition de réformes dont certaines pourraient constituer des avancées, à condition de s'inscrire dans une vision d'ensemble structurée et hiérarchisée, en fonction des défis à relever. Bref, il faut mettre de la cohérence entre les valeurs affirmées et les propositions concrètes. C'est cette exigence de cohérence qui légitime pleinement ma candidature pour mettre la gauche à la hauteur des attentes du pays et bien sûr de ses propres responsabilités. Nous ne devons pas ouvrir la voie à de nouvelles déconvenues. La République, c'est le débat et la campagne présidentielle est, par excellence, l'occasion de présenter à nos concitoyens un projet cohérent.

Pour réorienter la construction européenne, j'ouvrirai cinq chantiers :

- 1) *Premier chantier* : le nouveau gouvernement de la France adressera un premier mémorandum européen à Bruxelles et aux douze capitales de la zone euro pour mettre en place un gouvernement économique de la zone euro et organiser, à cette échelle, la relance et la croissance de l'économie.

- a) Premier volet : la réforme des statuts de la Banque centrale pour que celle-ci voie inscrits au rang de ses objectifs statutaires la croissance et l'emploi.
- b) Deuxième volet : l'attribution à l'Eurogroupe, c'est-à-dire aux ministres des Finances représentant les différents gouvernements responsables devant leurs peuples, de pouvoirs précis en matière de politique monétaire - s'agissant notamment du change -, budgétaire et fiscale.
- c) Troisième volet : l'organisation d'une Conférence des Chefs d'Etat pour la définition et la mise en œuvre d'un plan de relance concernant les Universités, la recherche, les grandes infrastructures de transport, la défense et les industries de défense, l'aérospatiale enfin, financé par un emprunt garanti par l'ensemble des Etats-membres.

Le rapport franco-allemand est la condition sine qua non de la réorientation de l'Europe. Il nous faudra gagner l'Allemagne à une conception qui privilégie la croissance interne en Allemagne et en Europe plutôt que la croissance de ses exportations hors d'Europe. L'Allemagne réalise 70 % de ses exportations vers l'Europe au sens large, y compris la Russie, et son PIB est le tiers du PIB européen. Cette réorientation européenne irait dans le sens des intérêts du monde du travail en Allemagne même, où il existe plus de quatre millions de chômeurs mais elle ne correspond pas à la politique actuelle du gouvernement Merkel qui prévoit une hausse de trois points de la TVA et une baisse à 30 % de l'impôt sur les sociétés). Cette politique est celle des milieux dirigeants de l'industrie et de la banque. Elle ne répond pas aux intérêts du monde du travail ni de l'Allemagne elle-même. Il faudra faire prendre conscience à l'opinion publique allemande de la nécessité d'un changement de cap « européen ». Ce sera une de nos tâches.

Le retournement probable de la conjoncture américaine et mondiale peut créer, à bref délai, les conditions favorables à cette réorientation. Nous avons besoin d'une Allemagne européenne. A cette condition nous pouvons accepter non pas une nouvelle Constitution européenne mais un petit traité institutionnel pour faciliter les prises de décision.

- 2) *Deuxième chantier du redressement : Le nouveau gouvernement enverra un second mémorandum européen pour une Europe qui protège à Bruxelles et aux 27 pays membres de l'Union.*

Premier volet : la réglementation de la concurrence sera confiée à un organisme indépendant de la Commission. Cette réglementation devra préserver le développement des services publics selon des règles nationalement reconnues et privilégier la constitution de groupes industriels européens compétitifs à l'échelle mondiale. Elle devra défendre l'Europe au lieu de l'ouvrir aux OPA de prédateurs extérieurs.

Deuxième volet : un traité social devra fixer des critères de convergence progressifs en matière fiscale et sociale, contrepartie normale de l'ouverture à la concurrence du grand marché européen et d'aides financières substantielles.

Troisième volet : la reconstruction d'une « préférence européenne » par une réglementation « antidumping social » aux frontières de l'Union. De même en matière de marchés publics, particulièrement dans le domaine de la défense.

Quatrième volet : les traités seront revus pour permettre à l'Union européenne d'émettre elle-même des emprunts pour financer une grande politique d'équipement et drainer l'épargne européenne vers des investissements en Europe.

- 3) *Troisième chantier : faire avancer une Europe de projets à travers soit des coopérations renforcées assouplies, dans le cadre des traités, soit des coopérations spécialisées, en dehors d'eux, dans les domaines les plus divers : recherche – universités – transports – défense – espace – coopération avec le Sud – politique étrangère. Cette coopération à géométrie variable entre les Etats aura valeur d'entraînement pour tous, pour affirmer l'émergence d'un acteur européen stratégique à l'échelle mondiale.*
- 4) *Quatrième chantier : faire de l'Europe un facteur de paix dans le monde.*
- a) Nous devons développer un partenariat stratégique avec la Russie. C'est la paix et l'équilibre de notre continent et du monde qui sont en jeu, nos approvisionnements énergétiques, l'organisation d'une co-prospérité de l'Atlantique au Pacifique. Comme l'a dit Gerhard Schröder : « Les Européens veulent-ils une Russie étroitement liée à eux, politiquement, économiquement, culturellement ? Ou veulent-ils qu'à force de difficultés, cette Russie se mure dans son rôle de puissance asiatique ? ». Ceux qui, comme Nicolas Sarkozy, refusent de « mettre leur main dans la poigne de M. Poutine » (je cite) manquent de vision historique et même de bon sens. Ce sont souvent les mêmes qui veulent isoler et frapper l'Iran. Mais où donc l'Europe ira-t-elle chercher le gaz qui jouera, chacun le sait, un rôle croissant dans son approvisionnement énergétique ?
- b) Au Proche et au Moyen-Orient l'intérêt de l'Europe c'est aussi une paix qui reconnaisse à chaque peuple ses droits : il ne saurait y avoir un droit international à plusieurs vitesses : droit au développement – c'est le cas de l'Iran -, droit à disposer d'un Etat viable – c'est le cas du peuple palestinien – droit à la sécurité, ce qui est particulièrement vrai pour Israël, droit sur lequel il doit être clair que nous ne saurions transiger. Rien ne saurait justifier à ce sujet les propos du président Ahmadinejad. L'avenir du monde n'est pas dans la confrontation mais dans le dialogue des cultures et des civilisations.
- c) Dans ce monde pluriel dans lequel des puissances nouvelles émergent (Inde – Chine – Brésil), une « Europe européenne », c'est-à-dire existant par elle-même, a un rôle irremplaçable à jouer. Alliée des Etats-Unis certes, mais non leur vassale ! L'Europe redressée, c'est aussi cela !
- 5) *Cinquième chantier de redressement de la construction européenne : Une Europe tournée vers le Sud et notamment vers l'Afrique.*

Il s'agit de faire de la coopération Nord-Sud, et pas seulement de l'élargissement vers l'Est, un axe majeur de la politique européenne.

- Relance du processus euro-méditerranéen.
- Réunion des chefs d'Etat d'Europe et d'Afrique. Des initiatives pour le co-développement sont à prendre rapidement : ouverture du marché européen en franchise de douane aux

produits fabriqués en Afrique, relance de l'aide publique au développement des infrastructures (eau – santé – transports), remises de dette, formation de cadres, organisation de flux temporaires de migration de travail.

Pour mener à bien cette réorientation d'ensemble et notamment la renégociation de certaines dispositions des traités européens existants, il faudra à la fois la détermination d'un gouvernement appuyé sur la volonté populaire et une grande puissance de conviction. Il n'y a pas de traité qui ne puisse se renégocier. Le peuple français a exprimé une claire volonté le 29 mai 2005. Chaque gouvernement européen, chaque force politique représentative devra se déterminer par rapport aux deux mémorandums qu'aura fait connaître à l'opinion publique européenne le gouvernement français. C'est devant l'opinion publique que cette réorientation doit être débattue.

Si aucune renégociation ne pouvait aboutir, il ne saurait être exclu de suspendre certaines clauses des traités, je pense en particulier aux clauses relatives à la concurrence et aux services publics. Dans cette hypothèse, le peuple français serait bien évidemment saisi par la voie du référendum populaire. Celui-ci doit être utilisé à bon escient, mais la force de la démocratie gagnerait à ce que le référendum soit utilisé plus fréquemment, contrairement à l'idée émise par M. Sarkozy qui préférerait s'en passer. C'est une forme de démocratie directe, qui permet l'expression incontestable de la volonté populaire ! Il ne faut pas avoir peur du peuple.

II - Ma Deuxième priorité sera de remettre la France d'aplomb.

La France est notre principal levier pour agir en Europe et dans le monde. Ne la laissons pas démolir ! Foin des repentances orchestrées ! Notre histoire doit être connue, avec ses ombres et ses lumières. Elle est éclairée tout entière par l'éclat de la grande Révolution dont les valeurs et les principes sont plus que jamais d'actualité, en France et dans le monde. On l'a vu au moment de l'invasion de l'Irak.

Quand donc, à cet égard, M. Sarkozy est-il sincère ? Quand il proclame ici sa fierté d'être Français ou quand il va à Washington s'excuser de l'arrogance de la France pour avoir refusé, à juste titre, de s'associer, en 2003, à la politique de M. Bush. Celui-ci est aujourd'hui désavoué par le peuple américain lui-même !

Il est temps que la France retrouve confiance en elle-même pour pouvoir se projeter dans l'avenir avec vigueur. La mémoire nationale ne doit pas devenir un enjeu entre les différends communautarismes. La colonisation a existé. Elle a été un heurt de civilisations, douloureux pour les colonisés. Mais elle était sans doute inévitable, comme une étape historique particulièrement rude d'une première forme, très brutale et souvent inhumaine, de mondialisation. Depuis longtemps déjà, les jeunes nations ont conquis leur indépendance. L'Histoire, même violente, a tissé entre nous des liens ineffaçables, ainsi ceux d'une langue française partagée. Nous conservons une responsabilité et un devoir de solidarité vis-à-vis des populations françaises ou anciennement colonisées qui ont vécu cette histoire conflictuelle. Mais nous devons ensemble nous tourner vers l'avenir, car celui-ci durera plus longtemps que le passé.

De même, il serait temps de voir comme un ensemble la période 1914-1945. La France en sortirait grandie !

La France donc doit être redressée d'abord dans l'esprit de nos concitoyens, à l'abri des campagnes de dénigrement et au-delà de la tentation des replis communautaristes. Il s'agit de faire revivre un patriotisme sain et généreux qui est tout le contraire du nationalisme et qui ne s'oppose en rien à l'idée européenne et encore moins à l'idéal de la fraternité humaine. La nation est le cadre naturel et indépassé à ce jour de la démocratie. Elle est le lieu de la solidarité. Il faut la défendre. Il est donc temps d'organiser le retour de la France en Europe, dans le monde et en France même, à commencer par nos banlieues. Il est temps que nos responsables se placent davantage à l'aune des intérêts du pays pour prendre leurs décisions. Une France forte est nécessaire à l'Europe et sa voix est attendue dans le monde entier.

Certes l'économie française ne va pas bien et la France semble ployer sous les déficits mais la France a beaucoup d'atouts que seul un Etat stratège et modernisé peut lui permettre de mobiliser. J'engagerai pour ce faire six chantiers, et d'abord au plan économique :

- 1) Premier chantier : une Conférence de l'entreprise réunissant les forces vives du pays en vue de définir une Charte de l'entreprise. Celle-ci n'est pas seulement l'affaire des actionnaires. Elle est aussi l'affaire des salariés, celle de ses clients, et celle de ses partenaires : banques, collectivités locales, et pays d'implantation. Il est temps d'élaborer des outils permettant de restaurer la confiance dans nos entreprises. Elles en ont besoin.
- 2) Second chantier : défendre la maison France, et au-delà des invocations creuses au « patriotisme économique », maintenir effectivement les centres de décision principaux sur le territoire

national. Cela passe par une réglementation stricte des OPA hostiles, par un renforcement des fonds propres des entreprises, le développement d'intermédiaires financiers publics appuyés sur le réseau bancaire, et de l'épargne salariale gérée collectivement.

Un ministère de l'Industrie et du Développement technologique de plein exercice sera rétabli, en dehors de la tutelle de Bercy. Il disposera de ses outils financiers propres. Il sera particulièrement chargé du développement des PMI et des industries nouvelles (dans l'économie de l'hydrogène par exemple, les nanotechnologies ou les biotechnologies, etc.). Il veillera à ce que la recomposition du tissu productif prenne en compte les intérêts de l'économie française.

- 3) Troisième chantier : la promotion de choix énergétiques ambitieux : économies d'énergie, énergie solaire, biomasse mais aussi nucléaire : il serait criminel d'arrêter le programme EPR (réacteur de troisième génération), comme l'a été fâcheusement, en 1997, le surrégénérateur Superphenix qui aurait été un laboratoire utile pour la mise au point du réacteur de quatrième génération, prévu aujourd'hui aux alentours de 2040. D'ici là, nous avons besoin d'une quinzaine d'EPR au moins en France pour pourvoir à nos besoins d'électricité et nous en exporterons beaucoup. Le projet du PS n'en souffle mot. En matière énergétique il n'est pas réaliste. Ne gâchons pas l'atout essentiel que constitue notre industrie nucléaire, la première dans le monde, d'autant que le nucléaire n'émet pas de gaz à effet de serre et que des pays comme les Etats-Unis, la Chine, l'Inde relancent leur effort d'équipement en la matière, alors que le prix du pétrole sera durablement orienté à la hausse et que la production d'électricité en Europe est devenue insuffisante. Il faut assurer la sécurité énergétique de la France à moyen et long terme.

- 4) Quatrième chantier : une troisième loi-cadre prioritaire pour l'université et la recherche. La formation, et notamment celle de scientifiques de haut niveau, fera de plus en plus la différence au XXI^e siècle. La France dispose de tous les atouts. Encore faut-il les jouer résolument ! L'obscurantisme moderne fondé sur la peur - et notamment les idéologies « antisience » - devra être combattu sans complaisance. La liberté de la recherche sera affirmée. Grâce à des bourses multipliées les élèves et les étudiants seront davantage orientés vers les filières scientifiques. Une loi-programme visera la réforme des Universités, trop petites et trop compartimentées, pour accroître leur taille, revoir leur système de gouvernance et améliorer l'accueil et l'orientation des étudiants. Une augmentation de 25 % en cinq ans des dotations de l'enseignement supérieur sera accordée sur la base de projets. Un effort parallèle et de même ampleur sera engagé au bénéfice de la recherche publique et privée. Les grands organismes de recherche devront développer leurs synergies aussi bien avec l'enseignement supérieur qu'avec les entreprises. Le recrutement des chercheurs sera planifié à l'horizon des dix prochaines années.

- 5) Cinquième chantier : protéger l'agriculture et l'environnement. L'agriculture est un grand atout de la France qui mérite d'être défendu et non pas bradé aux lobbies, quels qu'ils soient. La PAC sera maintenue et réorientée, les primes plafonnées et régionalisées. L'agriculture ne s'accommode pas du libéralisme. La promotion des biocarburants sera encouragée.

La politique de l'environnement privilégiera la préservation des biens rares : eau, air, sols dits « biens publics » communs de l'Humanité et notamment la lutte contre l'émission de gaz à effet de serre et le réchauffement climatique. Une fiscalité sur l'émission du carbone sera instituée. Un programme de recherche dit « écologie de l'Humanité » visera à promouvoir, dans la ligne du rapport Jacques Berque de 1982, toutes les connaissances et toutes les technologies qui permettront de concilier le développement des pays du Sud et le maintien des équilibres fondamentaux de la vie sur la planète. L'écologie est une chose trop sérieuse pour être laissée aux seuls écologistes.

- 6) Sixième chantier : mettre à niveau la défense du pays. Le monde dans lequel nous vivons est dangereux. Nous ne devons pas relâcher notre effort de défense et savoir y consacrer continûment au moins 2 % de notre PIB pour préserver la paix. Notre dissuasion doit être non seulement maintenue mais modernisée, pour faire face aux risques de la prolifération et pour maintenir, en tout état de cause, l'autonomie de notre diplomatie sur laquelle le projet du PS n'insiste pas suffisamment car il n'y aura pas d'Europe européenne sans la volonté de la France de maintenir une dissuasion indépendante.

Les forces de projection peuvent être utiles pour le maintien de la paix sur notre continent ou dans ses approches, à condition de ne pas se trouver instrumentées au service d'objectifs qui ne sont pas les nôtres, notamment dans le monde musulman.

Membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, la France a des devoirs particuliers au service de la paix dans le monde. Bien évidemment nos capacités ont leur limite. Il est très souhaitable de développer, à géométrie variable, le cas échéant, les coopérations européennes dans le domaine des forces comme des industries de défense. Il n'y a pas lieu de revenir sur la professionnalisation des armées mais des carences graves se sont créées en matière de défense du territoire et de protection des populations.

Un service civique d'une dizaine de semaines sera institué. Il comportera plusieurs volets (sécurité civile – défense notamment). Il permettra à la fois d'étoffer le recrutement des forces professionnelles par des formules de volontariat service long (un à deux ans) et de relever le niveau des réserves dans le pays.

- 7) J'ajouterai un dernier chantier : promouvoir la francophonie. C'est un chantier placé sous l'égide du multilinguisme et c'est très largement un chantier Nord-Sud : le français en 2050 sera parlé par plus de 300 millions de locuteurs dont la majorité seront des Africains.

**III - Ma troisième priorité, indissociable des deux premières,
sera de faire vivre « le modèle républicain », pour affirmer les valeurs
de la citoyenneté et faire face à la tentation
des repliements communautaristes.**

Pour restaurer la confiance de nos concitoyens, il faut revenir aux principes et aux valeurs de la République : liberté – laïcité – citoyenneté comme équilibre indissociable de droits et de devoirs, égalité devant la loi, mais aussi égalité des chances permettant à chacun d'aller au bout de ses possibilités, justice sociale.

L'unité de la République doit être maintenue. A cet égard, la décentralisation ne doit pas se faire au détriment de la solidarité nationale et de l'égalité devant la loi. De même, je ne saurais cautionner la signature envisagée par le PS de la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales et minoritaires que la France, comme beaucoup de pays, a toujours refusée. Cette Charte, fragmentant l'espace public par la co-officialisation de langues minoritaires, serait un tremplin offert aux micronationalismes et une menace pour l'unité nationale comme pour la démocratie. L'éthique républicaine est à la base du redressement. La République ne va pas sans le civisme des citoyens et le sens de l'Etat chez ceux qui en ont la charge.

Pour faire vivre le modèle républicain, je proposerai l'ouverture de huit chantiers :

- 1) Premier chantier : l'ouverture d'une Conférence des revenus, non seulement salariaux mais aussi financiers, englobant la fiscalité, avec tous les partenaires sociaux. Cette conférence aura pour but de revaloriser les revenus du travail en préservant l'éventail des salaires, d'encourager l'activité, et de mieux partager l'effort. Les salaires pharamineux de quelques grands patrons seront découragés par une fiscalité dissuasive. Il est temps de remettre un peu d'ordre et de bon sens dans l'échelle des revenus. La fiscalité sur les revenus financiers sera également revue. Nous ferons d'autant mieux face à la compétition mondiale que la justice sociale chez nous sera au rendez-vous. Les cotisations de Sécurité sociale pesant sur les salaires seront reportées sur une TVA sociale. Il faut remettre la France au travail mais pour un progrès partagé par tous, à commencer par ceux qui aujourd'hui ne tirent de leur travail qu'une maigre subsistance. La durée légale du travail restera fixée à 35 heures mais le régime des heures supplémentaires sera assoupli. Le pouvoir d'achat sera ainsi accru au bénéfice de l'activité générale, et sans préjudice pour la compétitivité globale de notre économie. L'augmentation des taux d'activité est notre principale marge de croissance. Elle implique une vraie revalorisation du travail et parallèlement, comme nous l'avons vu, la défense de la France comme site de production.
- 2) Deuxième chantier : l'ouverture d'un grand débat sur les institutions, non seulement au Parlement mais dans le pays. La question est de savoir si, pour revaloriser le Parlement, on doit, dans la logique du retour au quinquennat décidé en 2001, aller vers un régime présidentiel à la française ou revenir à une République parlementaire, comme le propose le parti socialiste. Sur un tel sujet, le Président de la République devra naturellement s'exprimer. Pour ma part, je ne crois pas que les Français acceptent de revenir sur la désignation du Chef de l'Etat au suffrage universel. Mais je suis aussi partisan d'une revalorisation du Parlement,

aujourd'hui enchaîné à l'Exécutif. Dans une République où les pouvoirs distincts doivent néanmoins coopérer, il paraît judicieux que le Président et le gouvernement, qui en réalité procède de lui, dirigent, que le Parlement contrôle et fasse la loi, et qu'enfin les conditions d'une justice indépendante, modernisée et responsable soient créées. La France n'est cependant pas les Etats-Unis : une réforme constitutionnelle simple consisterait à prévoir qu'en cas de dissolution ou de censure, le Président, comme les députés, retournent ensemble devant les électeurs. C'est le peuple qui arbitrerait d'éventuels conflits. Par l'effet d'une sorte de dissuasion mutuelle, les pouvoirs exécutif et législatif seraient ainsi amenés à coopérer. Et en cas de crise majeure, il existerait quand même une « soupape de sécurité ». En la matière, on ne peut pas faire n'importe quoi. Si on veut supprimer le 49-3, le vote bloqué, la fixation de l'ordre du jour par le gouvernement, introduire une dose de proportionnelle, il faut quand même que la responsabilité de l'Etat soit quelque part ! Ou alors, c'est le retour à la IV^e République, et il faut le dire ! Un équilibre doit être trouvé à travers une réflexion exigeante. Cela étant, n'oublions pas que la République ne vaut que par le civisme des citoyens et le sens de l'Etat chez ceux qui en ont la charge. « C'est la vertu des citoyens et non les pierres des murailles qui protègent les cités » (Thucydide).

- 3) C'est pourquoi le chantier, à bien des égards le plus important, le troisième, sera celui de l'Ecole. Au cœur de la République il y a le citoyen éclairé par l'Ecole. L'Ecole de la République doit rester le lieu de l'instruction obligatoire de tous et de la transmission du savoir. Les savoirs élémentaires, mais aussi les habitudes de discipline, de travail, de sérieux, d'attention que demandent l'étude et la vie en société. Le plus important de tout est l'école primaire. Or, 17 % des jeunes entrent au collège, selon les statistiques du ministère de l'Education Nationale, ne sachant ni lire ni écrire, ni compter correctement. Il est évident que beaucoup des difficultés ultérieures des jeunes procèdent de ces carences. Je me bornerai à annoncer une mesure : un examen probatoire sera institué avant l'entrée en 6^{ème}. Ceux qui ne maîtrisent pas ces apprentissages fondamentaux bénéficieront par modules réduits d'enseignements spécialisés afin de les acquérir. Mais rien ne se fera dans ce domaine, comme ailleurs, sans la mobilisation des enseignants. L'Ecole de la République est une. Il lui incombe de former le citoyen c'est-à-dire à apprendre à chacun à penser par lui-même. Elle est le creuset et le ciment de l'unité nationale. C'est pourquoi nous ne laisserons pas régionaliser le recrutement des maîtres, multiplier les programmes à la carte, en fonction des besoins locaux. L'unité de l'Ecole, c'est-à-dire des valeurs républicaines et des savoirs qu'elle est chargée de transmettre est une garantie de justice sociale qu'il faut préserver. C'est ainsi que nous ferons vivre toujours mieux les valeurs de la connaissance, de la science et de la culture, et que nous continuerons à cultiver au mieux notre principale richesse – la matière grise – en faisant fructifier les talents innombrables qui existent dans notre jeunesse.
- 4) Quatrième chantier : des Etats-généraux de la ville, des banlieues et de la jeunesse s'ouvriront : mettre en place une politique d'intégration et de citoyenneté républicaine, mettre le pied à l'étrier aux jeunes, supprimer les cités ghettos, faire vivre l'égalité au quotidien impliquent des politiques cohérentes au niveau du gouvernement tout entier.
 - a) Tout jeune qui veut travailler doit pouvoir le faire : ils sont l'immense majorité. Ils y seront encouragés par des bourses au mérite, des préparations rémunérées aux

concours de la fonction publique et des prêts à bas taux et à remboursement progressif pour créer leur entreprise, artisanale ou autre.

- b) A rien ne sert de démolir les barres et les tours, si on n'applique pas plus énergiquement la loi afin de réaliser une véritable mixité sociale.
- c) L'accès à la propriété de leur logement pour les jeunes et les travailleurs aux revenus modestes doit être encouragé : les banques devront leur consentir des prêts sans apport personnel et à remboursement progressif. La spéculation doit être dissuadée.
- d) Il faut débonder l'abcès de rancœur qui existe dans nos banlieues par une politique à la fois ferme et généreuse. Pas de discrimination même positive, car lourde d'effets pervers, mais un volontarisme républicain, appuyé sur le mérite et l'effort. C'est d'abord là que l'ascenseur social doit être remis en marche.

La carte scolaire sera assouplie et des classes passerelles multipliées pour combattre la ségrégation scolaire. Les institutions publiques devront se mettre à l'image de la population. Des « observatoires de la diversité » seront créés dans les entreprises sur la base de critères non pas ethniques mais géographiques (domicile des postulants, lieu de naissance de leurs parents et grands-parents). L'esprit de discrimination doit disparaître partout au profit de la citoyenneté de tous.

La police de proximité sera rétablie. M. Sarkozy a vidé de ses effectifs et de son contenu la police de proximité que j'avais mise en place en l'an 2000. Il a privilégié à l'excès les forces d'intervention et d'ordre public qui, ne connaissant pas la population, multiplient inévitablement et souvent à l'aveuglette les interpellations. Les agressions contre les personnes, y compris les policiers, n'ont jamais été aussi nombreuses. Ces agressions inacceptables, cette tension, M. Sarkozy en porte, pour une très grande part, la responsabilité. Qui ne se souvient, en 2003, de la révocation, quasiment sous l'œil des caméras, du Directeur de la Sécurité Publique de la Haute-Garonne, le Commissaire Havrin, avec ces fortes paroles du ministre : « Les policiers ne sont pas là pour jouer au foot avec les gamins des cités ! » ? La tâche du ministre de l'Intérieur n'est certes pas facile. Je suis le premier à le savoir. Mais la sécurité de nos concitoyens ne peut procéder d'une gesticulation.

La répression est certes nécessaire. La poignée de multirécidivistes qui pourrit la vie des quartiers doit être éloignée, soit dans des centres de retenue que j'avais proposés mais que la droite, qui s'y était engagée, n'a pas créés, ou dans des centres de rééducation par le travail, à la campagne, dans les zones de montagne ou bien encore Outre-Mer. Les multirécidivistes apprendront ainsi à connaître les vertus de quelques disciplines élémentaires. Ceux qui vivent du trafic et du vol doivent cesser de terroriser leurs concitoyens. Mais pour cela, on ne peut pas faire confiance à M. Sarkozy. Il faut un gouvernement de gauche républicain énergique qui sache allier l'éducation, la prévention et la répression, nécessaire et pédagogique, car elle rappelle l'existence des règles. La citoyenneté implique des droits mais aussi des devoirs. C'est ainsi que nous « ferons France » à nouveau comme nous avons su le faire depuis des siècles. Cela implique ce que j'appelle « le regard républicain » : tout homme doit être regardé en fonction de ses mérites et non de la couleur de sa peau. C'est cela la République !

Enfin, le droit au logement, dont les prix sont devenus excessifs et pèsent lourdement sur le budget des plus modestes doit devenir réalité. Le bouclier-logement proposé par

les socialistes est une bonne idée. Des prêts à taux plus réduits seront accordés aux organismes logeurs. Des contrats seront passés avec les regroupements intercommunaux pour les encourager dans leurs politiques de mixité sociale, en matière d'habitat.

Une grande loi-programme interministérielle concernant aussi bien le logement et la ville que l'éducation et la sécurité viendra clôturer ces Etats-généraux.

- 5) Cinquième chantier : celui de la parité sociale pour les femmes dans le travail, les salaires, la maîtrise de leur temps, pour leur permettre aussi de mieux concilier leur épanouissement personnel et familial et leur vie professionnelle. Il faudra augmenter d'un bon tiers le nombre de places en crèches et d'assistants maternels. Une loi-programme prioritaire sera consacrée à cet objectif.

- 6) Sixième chantier : Un Institut de la parentalité, ou si vous préférez, une Ecole des Parents, sera créé avec le concours des meilleurs spécialistes, fonctionnant en réseau sur tout le territoire national, facultative bien sûr, mais, je le crois, puissamment incitative pour les institutions et les collectivités, afin que les parents puissent disposer des cadres et des repères qui, dans la société urbaine surtout, font de plus en plus défaut.

- 7) Septième chantier : la mobilisation de tous les acteurs culturels pour combler le fossé entre la culture élitare où des publics peu nombreux rencontrent des œuvres reconnues comme capitales et la culture populaire branchée sur les industries culturelles qui tendent à l'uniformité. La révolution numérique favorise la multiplication de l'offre, sans parler du développement d'Internet. C'est un progrès incontestable, mais il ne faut pas sous-estimer les risques d'une télévision et d'une société de l'information à deux vitesses. Il faudra une ambition forte pour sauvegarder le service public de l'audiovisuel et éviter de le soumettre au diktat de la publicité et de l'audimat, au formatage des œuvres, des programmes et des lignes éditoriales.

Parallèlement, l'Ecole, les bibliothèques publiques, les conservatoires et écoles de musique, l'organisation de portails culturels attractifs et visibles sur Internet, la promotion de la chanson, le projet de bibliothèque numérique européenne sont autant de leviers pour une République de la Culture allant à la rencontre du peuple : il ne peut y avoir de mixité sociale sans mixité culturelle. Pour faire vivre la République, les citoyens doivent aussi partager un socle commun d'émotions artistiques et de valeurs culturelles et d'accès à l'information.

- 8) Huitième chantier : la santé et la solidarité - j'aurai l'occasion de développer cet aspect très important d'une politique sociale - : un meilleur financement des hôpitaux publics, la politique du médicament, la dépendance, les personnes handicapées souvent oubliées qui, quand d'aventure elles connaissent leurs droits, ont le plus grand mal à y accéder ; enfin, la prévention et l'éducation à la santé, où tant reste à faire. Le chantier, à vrai dire, est immense : les besoins de santé sont infinis et ne connaissent d'autre limite que la possibilité de les financer, possibilité qui, elle, n'est pas illimitée, surtout dans un contexte de vieillissement

démographique. Notre choix doit être celui de la solidarité et non de l'individualisme, c'est-à-dire de l'exclusion.

Voilà vingt chantiers prioritaires : bien entendu il y en aura d'autres. L'excellent projet du Mouvement Républicain et Citoyen, dont je salue ici la présence du Premier Secrétaire, Georges Sarre, vous éclairera sur les points que j'ai laissés dans l'ombre.

Retrouvons confiance en nous-mêmes et en la France ! N'ayons pas peur ! Comme le disait Roosevelt en lançant le New-Deal en 1933 : « La seule peur que nous devons éprouver est celle de succomber à la peur elle-même ».

Conclusion

Comment maintenant va donc se dérouler ma campagne ?

J'ouvrirai dès le 1^{er} janvier 2007 un local de campagne, 9, rue du Faubourg Poissonnière – Paris 9^{ème}, à proximité du siège du MRC.

Mon mandataire financier a été désigné : il s'agit de M. Jean-Pierre Cossin.

Mon directeur de campagne sera M. Jean-Marie Alexandre.

Le groupe des experts sera confié à Mme Marie-Françoise Bechtel et à M. Patrick Quinqueton.

M. Jean-Luc Laurent sera le responsable du comité national de soutien dont le Président sera M. Robert Chambeyron, ancien secrétaire général du Conseil National de la Résistance (CNR). N'est-ce pas d'ailleurs d'un nouveau programme du CNR dont nous avons besoin pour faire à nouveau rebondir ensemble la France et la République ?

La précampagne sera marquée par un meeting de lancement à Paris le 28 novembre, salle Japy et par plusieurs sorties « sur le terrain » dont la première interviendra dès cette semaine, à Mandeure, dans le Doubs. J'y rencontrerai les salariés d'une entreprise de motocycles, dont la production est susceptible d'être délocalisée en Chine.

*

* *

Je ne me dissimule nullement la difficulté de ma tâche. Les attaques, y compris les plus basses ne me font pas peur : j'y puiserai la force de résister. Mon espace est à conquérir. Ce sera difficile au début, mais je le conquerrai progressivement, car je crois à la force des idées.

Aux électeurs de gauche auxquels on veut faire le coup du « vote utile », je tiens à redire que si Le Pen obtenait ses parrainages, ce qu'on ne doit pas souhaiter, et s'il paraissait en mesure d'empêcher la présence d'un candidat de gauche au deuxième tour, je préconiserais la réunion dans cette hypothèse de tous les candidats de gauche. Je prendrai mes responsabilités et j'attends que chacun prenne les siennes. C'est la politique de soumission à l'installation d'un capitalisme financier et mondialisé qui a créé Le Pen. Celui-ci est devenu un formidable outil de manipulation de l'opinion publique pour maintenir cette politique. On ne peut pas et surtout on ne doit pas faire l'économie du débat démocratique avant les échéances de 2007 !

La tâche la plus difficile consistera à convaincre les abstentionnistes de voter et les électeurs de Le Pen et ceux de l'extrême-gauche de ne pas égarer leur vote dans une protestation stérile, mais à voter pour un projet alternatif cohérent. Il ne suffit pas de se dire « antilibéral ». Il faut un principe de responsabilité : celui-ci ne saurait être que le sens de l'intérêt général. Je suis le seul vrai candidat antilibéral parce que je suis aussi le seul candidat républicain de la proposition alternative et constructive à la fois, le candidat qui articule clairement la critique de la mondialisation libérale et l'exigence démocratique, celle de la souveraineté populaire. Je suis le seul à proposer un projet de changement qui tienne la route.

Les électeurs de Le Pen sont pour la plupart d'entre eux dans le rejet pur et simple. A l'exception d'une minorité, je ne les considère pas pour autant comme ralliés à des idées fascistes. Ils ont besoin

qu'on leur parle le langage d'une République énergique et conquérante. Ils peuvent être ramenés à la démocratie sur la base d'un projet comme le mien : un projet d'égalité mais aussi de fermeté républicaine, en rupture avec le laxisme de nos classes dirigeantes qui ont depuis longtemps abandonné les classes populaires. Je leur lance un appel vibrant : Ne cherchez pas des boucs émissaires. Ne faites pas le jeu du statu quo ! N'égarez pas votre vote au premier tour sur un choix stérile ! Le Pen n'offre aucune perspective ! Rappelez-vous 2002 : il a été écrasé au deuxième tour où Chirac a été élu par 82 % des voix. Est-ce cela que vous vouliez ? Il y a mieux à faire : en votant pour moi, vous votez pour un républicain authentique auquel les partis de l'Establishment n'ont jamais fait de cadeau, justement parce qu'il incarne une autre politique.

Beaucoup se demandent comment je vais gouverner si je suis élu. Mais avec la gauche bien sûr ! Une gauche refondée, comme à Epinay, sans exclusive mais sur la base d'un projet républicain mobilisateur. Et avec tous les républicains sincères qui, rejetant les sectarismes de gauche et de droite, également haïssables, n'ont en vue que l'intérêt du pays. Je veux rassembler !

*

Notre pays vit une crise grave, aussi grave que celle qu'il a connue dans les années trente et qui l'a conduit à rouler dans l'abîme avec la défaite de 1940 et la honte de l'occupation. Il n'est pas trop tôt pour résister à l'emprise tentaculaire d'un capitalisme financier prêt à tout, sans règle ni scrupules. Ce serait, c'est déjà une terrible régression pour la démocratie.

Notre pays a connu d'autres crises dans son histoire. A plusieurs reprises, il a failli disparaître mais toujours à l'appel d'une voix, quelquefois surgie de nulle part, il a su se redresser, avec les meilleurs de ses filles et de ses fils, autour d'un Etat fort, rétabli dans sa dignité. C'est pourquoi je lance aujourd'hui un appel à tous ceux qui ne se résignent pas à l'étouffement de la démocratie et à un destin médiocre pour la France.

Je leur demande de m'aider et de rejoindre mon comité de soutien (www.chevenement2007.fr).

La République, seule, fera la force de la France dans une Europe redressée au service du progrès social et de la paix.